



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 29 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TDCI (Traitement Découpe Conception Industriel)

route de Buxières
86220 Dangé-Saint-Romain

Référence : 2026 646 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203197

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 avril 2026 dans l'établissement TDCI (Traitement Découpe Conception Industriel) implanté route de Buxières 86220 Dangé-Saint-Romain. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TDCI (Traitement Découpe Conception Industriel)
- route de Buxières 86220 Dangé-Saint-Romain
- Code AIOT : 0007203197
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TDCI est spécialisée dans le traitement de surface (décapage industriel chimique et thermique, traitement de l'inox, dégraissage, désoxydation). Elle propose également de la découpe au jet d'eau / plasma et de la fabrication en acier ou inox (usinage, soudure). Le traitement de l'inox connaissant un fort développement, l'exploitant souhaite réorganiser ses installations.

Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 16 avril 2019 de respecter les dispositions des articles 8.4.2 et 8.4.3 de l'arrêté précité, relatives à la mise en œuvre de la surveillance initiale dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux (action RSDE) et à la production d'un rapport de synthèse de cette surveillance. Le rapport de synthèse, daté du 11 mars 2021, a été remis lors de la visite d'inspection du 29 avril 2021.

À la suite de cette même inspection, un arrêté de mise en demeure a été pris le 2 juillet 2021 afin d'exiger :

- la transmission d'un porter-a-connaissance relatif aux modifications apportées aux installations ;
- le respect des valeurs limites d'émission réglementaires des paramètres pH, DCO et dichlorométhane ;
- le nettoyage du bassin de confinement ;
- l'analyse des rejets atmosphériques du four de décapage ;
- la levée des non-conformités relatives aux installations électriques ;
- la réalisation d'une analyse du risque foudre ;
- la mise en œuvre de rétentions pour la cuve de traitement aux solvants et l'installation connexe de traitement des solvants.

Ces écarts subsistant (hormis celui relatif à la réalisation d'une analyse des rejets atmosphériques), un arrêté d'astreinte administrative a été pris le 4 avril 2022. Les écarts relatifs aux rejets aqueux et aux installations électriques se maintenant, un arrêté de liquidation partielle d'astreinte a été pris le 25 octobre 2022 (pour la période du 12 avril au 25 octobre 2022).

En outre, l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 a mis en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté du 8 juillet 2010 relatives aux rejets atmosphériques du four de décapage. Par courrier du 23 septembre 2022, l'exploitant a signalé planifier l'arrêt de l'exploitation de cette installation à compter du 31 octobre 2022. Par courriel du 14 décembre 2022, l'exploitant a confirmé la cessation définitive de cette activité depuis la date précitée.

Suite à la visite d'inspection du 8 décembre 2023, au regard de la concentration en dichlorométhane en aval de la station restant supérieure à la valeur limite d'émission et à l'incapacité de l'exploitant de mettre en œuvre un traitement efficient, l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2024 a suspendu l'autorisation de rejet des effluents aqueux chargés en dichlorométhane dans le réseau communal. Un arrêté de mise en demeure a également été pris à cette même date (protection des déchets, vanne du bassin de rétention).

La visite d'inspection objet du présent rapport a pour objet d'apprécier le respect des sanctions et les actions correctives mises en œuvre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux pluviales (périodicité)	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 7.5.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Autorisation	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de raccordement à l'ouvrage de traitement collectif	08/07/2010, article 4.3.7	prescription	
5	Surveillance des effluents industriels aqueux (périodicité)	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rejets d'eaux résiduaires / dichlorométhane	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des effluents industriels aqueux (concentrations)	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.11.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Captation des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Identification des substances	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
10	Modifications des installations	Code de l'environnement du 20/04/2026, article R. 181-46	Astreinte	A compter du 01/09/2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'arrêté du 30 janvier 2024 suspendant le rejet dans le réseau communal d'effluents impactés par le solvant dichlorométhane et la station de traitement de l'exploitant dans laquelle peuvent être mélangées les eaux de rinçage de la ligne de traitement inox et de la ligne de traitement par bains solvantés, il est proposé un arrêté préfectoral imposant le relevé quotidien des volumes rejetés et prescrivant une analyse des effluents à chaque rejet dans le réseau communal.

Les émissions atmosphériques de la ligne de traitement par bains solvantés n'étant pas captées et le

site ne disposant pas d'une autorisation de rejet des effluents industriels, il est proposé une mise en demeure.

L'exploitant, malgré la mise en demeure du 10 octobre 2024, n'ayant pas transmis d'examen au cas par cas pour l'extension de capacité de la ligne de traitement inox, une astreinte administrative est proposée.

Enfin, il est demandé des actions correctives :

- modification des activités ou du traitement des effluents permettant de rendre conformes les paramètres dichlorométhane et nickel pour les effluents de rinçage ;
- nettoyage du bassin de rétention et vérification de l'étanchéité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux pluviales (périodicité)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
Prescription contrôlée : <i>La périodicité de surveillance est fixée à un an.</i>
Constats : L'exploitant indique que des prélèvements ont été effectués par le laboratoire lanesco, la semaine précédant l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats des analyses seront à intégrer dans l'application Gidaf. La périodicité annuelle sera à respecter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <i>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 332 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</i>

<p>Constats :</p> <p>Les constats lors de la visite d'inspection du 8 décembre 2023 ont motivé la mise en demeure datée du 30 janvier 2024 afin que, dans un délai d'un mois, le site dispose d'un organe de commande permettant de diriger les effluents aqueux vers le bassin de confinement.</p> <p>L'inspection des installations classées (IIC) a constaté la présence des vannes permettant de diriger les eaux pluviales et/ou d'extinction d'incendie. L'exploitant a actionné les vannes de commande. La signalétique est cependant à refixer.</p> <p>Sur ce point, il est considéré que le terme de la mise en demeure est respecté.</p> <p>En revanche, il est constaté que le bassin de rétention est impacté par un développement important de plantes aquatiques. En outre, bien que la pluviométrie ait été très importante ces derniers mois et que l'exploitant ne procède pas, selon ses propos, à la vidange du bassin, le niveau d'eau est très bas, ce qui questionne sur l'étanchéité réelle de la bâche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remettre en place la signalétique relative à l'emplacement et au fonctionnement des vannes ; - nettoyer le bassin ; - procéder au contrôle de l'étanchéité de la bâche et réaliser les éventuelles réparations nécessaires.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p><i>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les fûts métalliques et GRV entreposés à l'extérieur, contrôlés par sondage, sont vides.</p> <p>Les déchets (notamment les boues des bains de traitement) sont stockés dans le bâtiment du côté est du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Autorisation de raccordement à l'ouvrage de traitement collectif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans station collective
Prescription contrôlée : [...] <i>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</i>
Constats : L'exploitant présente une convention de rejet avec Eaux de Vienne signée du 28 février 2019. L'article 2 dispose cependant que cette convention est conclue pour une durée de 5 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit renouveler l'autorisation de raccordement au réseau des eaux usées. Une mise en demeure est proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des effluents industriels aqueux (périodicité)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
Prescription contrôlée : La périodicité de surveillance est fixée à un an.
Constats : Des prélèvements ont été réalisés le 5 mars 2025 (rapport Ianesco "E25-10511" du 28 mars 2025) puis en juin 2025 (rapport Ianesco "E25-30942" du 09 juillet 2025, analyse du seul paramètre dichlorométhane) L'exploitant indique que de nouveaux prélèvements ont été effectués par le laboratoire Ianesco, la semaine précédant l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant intégrera les résultats des analyses dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets d'eaux résiduaires / dichlorométhane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>point II. [...] <i>lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macropolluants sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel [...]</i></p> <p>point III. 2. [...] <i>les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes [...]</i> - Dichlorométhane (chlorure de méthylène) : 50 µg/l au-delà de 1g/j [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Les rapports mentionnés au point de contrôle précédent montrent les concentrations en dichlorométhane (DCM) suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de mars 2025 : 3 200 µg/l ; - rapport de juillet 2025 : 63 µg/l. <p>A noter que ces rapports signalent que les prélèvements n'ont pas été effectués par le laboratoire Ianesco.</p> <p>En outre, le rapport de juillet 2025 indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le délai peut être trop important entre le prélèvement et la réception au laboratoire (date et heure de prélèvement inconnues) ; - le flaconnage est non adapté aux analyses demandées. <p>Interrogé par l'inspection des installations classées (IIC) sur les éléments justifiant la deuxième analyse, l'exploitant indique qu'elle fait suite à des tests (chauffage / agitation des effluents) afin de réduire les teneurs en DCM.</p> <p>Il précise que les prélèvements ont été effectués dans les cuves de la station de traitement.</p> <p>Les eaux de rinçage des pièces issues des bains solvantés (rubrique 2564) sont mélangées à celles issues des pièces provenant des bains de traitement inox (rubrique 2565), étant stockées dans les cuves du local de traitement à proximité immédiate de l'atelier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - première cuve (3 m³) de stockage des eaux de rinçage ; - deuxième cuve de transit des effluents (7 m³) où un traitement est réalisé (soude / acide pour le pH et flocculant pour le DCM notamment) ; - troisième cuve (7 m³) de recueil des effluents traités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des éléments portés dans les rapports lanesco, les concentrations en DCM ne peuvent être considérées comme fiables.

L'IIC souligne par ailleurs qu'il n'est pas approprié de tenter de réduire la concentration en DCM dans les effluents aqueux par volatilisation, considérant qu'aucun dispositif de captation et de traitement des émissions atmosphériques n'a été identifié sur site.

Ces effluents considérés comme non conformes ne peuvent donc être rejetés dans le réseau communal des eaux usées, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2024 suspendant tout rejet d'effluents industriels chargés en DCM.

La consultation de la plateforme Trackdéchets met cependant en évidence que seuls 3 bordereaux de suivi de déchets (BSD) de déchets liquides ont été émis d'avril 2025 à avril 2026 :

- pour des acides (8,94 t, en août 2025) ;
- pour des liquides contenant des substances dangereuses (16,64 t, en mars 2026).

Interrogé sur ces faibles quantités de déchets produites sur une période d'un an, l'exploitant concède avoir rejeté des effluents de la station de traitement dans le réseau communal des eaux usées.

L'exploitant n'est par ailleurs pas en capacité de définir le flux DCM rejeté par jour.

Il indique envisager recourir désormais à un stockage systématique dans des GRV pour évacuation des déchets solvantés.

Il a été observé la présence d'un compteur en aval des 3 cuves de la station de traitement.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est annexé au rapport d'inspection afin de consolider le suivi des rejets dans le réseau communal en prescrivant :

- le relevé quotidien de la consommation en eau issue du réseau ;
- le relevé quotidien de l'index du compteur en aval de la station de traitement ;
- le relevé quotidien du volume des eaux de rinçage.

En outre, considérant que, selon les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2010, les rejets dans le réseau communal sont exceptionnels, il est proposé que chacun de ces rejets devra faire l'objet d'une analyse des paramètres

MES
DCO
dichlorométhane
nonylphénols
octylphénols
cyanures totaux
aluminium
arsenic
cadmium
chrome VI
chrome III

cuivre total
fer
mercure
nickel
plomb
zinc
AOX
indice hydrocarbures
Outre les analyses, les prélèvements seront à effectuer par un laboratoire d'analyses agréé.
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de suites : Arrêté préfectoral complémentaire
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des effluents industriels aqueux (concentrations)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.11.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance		
Prescription contrôlée :		
<p><i>L'exploitant réutilise l'eau traitée dans le process de nettoyage. Lorsque exceptionnellement il rejette l'eau traitée dans le réseau communal d'eau usées, il rejette au maximum le contenu d'une bache, soit 20 m³.</i></p> <p><i>Dans ces conditions, les flux de polluants rejetés sont les suivants :</i></p>		
Débit de référence	Moyen journalier :	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique
MEST	600	12
DCO	2000	40
DBO5	800	16
Phénols	0,3	0,006
Cr6	0,1	0,002
Cyanure	0,1	0,002
Aox	5	0,1
Arsenic	0,1	0,002
Hydrocarbures totaux	10	0,2
Métaux totaux	15	0,3
<p><i>Les effluents doivent également respectés les valeurs limites fixées à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des ICPE.</i></p>		

Constats :

Le composé dichlorométhane fait spécifiquement l'objet du point de contrôle précédent.

L'arrêté ministériel du 09 avril 2019 fixe une valeur limite d'émission (VLE) de 2 mg/l (si le flux est > 4 g/j) pour le nickel.

Le rapport lanesco du 28 mars 2025 identifie une concentration de 22 mg/l en nickel.

L'exploitant estime que cette concentration importante peut avoir pour origine les peintures décapées via la ligne de traitement par bains solvantés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cette concentration non conforme confirme que les eaux de rinçage issus des pièces provenant des bains solvantés, pourtant mélangées avec les effluents de la ligne de traitement inox, ne peuvent être rejetées dans le réseau communal.

Au vu des concentrations, le rejet de seulement 180 l d'effluents conduirait à atteindre une quantité de 4 g en nickel, flux au delà duquel la valeur limite s'applique.

L'exploitant doit proposer des mesures permettant de réduire les concentrations en nickel, avant d'envisager de rejeter les effluents dans le réseau communal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Captation des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

arrêté préfectoral du 8 juillet 2010

L'article 3.2.2 définit un point de rejet pour le bain solvanté :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Four 1	260 kW/h	Gaz naturel	
2	Four 2	276 kW/h	Gaz naturel	
3	Traitement issu du captage des COV			

L'article 3.2.3 fixe des valeurs limites de concentration pour ces 3 conduits.

arrêté ministériel du 09 avril 2019

Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.

[...]
<p>Constats :</p> <p>La ligne relevant de la rubrique 2564 (bains dichlorométhane / méthanol) est constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux contenants d'environ 250 l, avec couvercles, sur rétention ; - d'une cuve d'un volume, selon l'exploitant, de 3 185 l, dotée d'une rétention. <p>Lors des inspections précédentes, il avait été constaté l'exploitation d'une cuve dotée d'orifices d'aspiration disposés le long des bords afin de capter les effluents et les diriger vers un dispositif à bain d'eau, censé piéger le dichlorométhane.</p> <p>Cette cuve en très mauvais état a été remplacée par une cuve non métallique, capotée le jour de l'inspection.</p> <p>Cependant, aucun dispositif de captation des rejets atmosphériques n'équipe l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en oeuvre un dispositif de captation des émissions atmosphériques.</p> <p>A toutes fins utiles, l'IIC mentionne la parution du guide "Postes d'utilisation manuelle de solvants" édité par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) en novembre 2025, disponible sous : https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206049</p> <p>L'IIC rappelle également que l'usage du dichlorométhane, à mention de danger H351, conduit à limiter le flux annuel des émissions diffuses de solvant à 15 % de la quantité de solvant utilisée (10% si la consommation de solvants est supérieure à 5 t par an), au titre de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Identification des substances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'étiquette de la cuve dichlorométhane / méthanol n'est plus lisible.</p> <p>Les contenants d'environ 250 l ne disposent pas d'une étiquette.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apposer des étiquettes permettant d'identifier les baignoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/04/2026, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>L'inspection du 29 avril 2021</u> ayant abouti au constat que l'exploitant avait procédé à des modifications de ses installations sans en informer au préalable l'autorité préfectorale, l'arrêté de mise en demeure pris le 2 juillet 2021 imposait de transmettre un dossier de porter à connaissance (PAC). Un PAC, daté d'août 2022, a été transmis par courrier du 19 août 2022.</p> <p>Le principal objectif est de développer le traitement de l'inox (marché porteur).</p>

Le PAC présente notamment :

- l'implantation d'une chaîne de traitement inox dans un nouveau bâtiment (C) construit entre les deux bâtiments historiques A (bain de décapage de 3 185 l / dichlorométhane méthanol) et B accueillant notamment les installations de découpe ;
- l'exploitation d'un nouveau four de décapage de 18 m3 dans le bâtiment A ;
- l'acquisition des parcelles 95, 96 et 97 sur lesquelles est implanté un bâtiment (E) accueillant des activités d'usinage et de découpe par jet d'eau.

Les modifications aboutissent, selon ce dossier, à :

- une extension de capacité pour l'activité relevant de la rubrique 2565 alinéa 2a sous le régime de l'enregistrement : de 6 155 l à 24 000 l (seuil E de la nomenclature : 1 500 l) ;
- un classement sous le régime de l'autorisation de la nouvelle activité de stockage d'acide fluorhydrique (rubrique 4110 pour une quantité de 374 kg, le seuil de l'autorisation étant fixé à 250 kg dans la nomenclature).

Lors de l'inspection diligentée le 8 décembre 2023 il avait été notamment constaté l'installation d'une chaîne de traitement inox, l'exploitant indiquant cependant que les éléments présentés dans le PAC précité étaient erronés.

L'inspection de ce bâtiment avait en effet mis en évidence la mise en œuvre d'un process nécessitant 4 cuves :

- bain de dégraissage ;
- bain de décapage ;
- bain de passivation ;
- bain de rinçage.

Le rapport d'inspection avait demandé de transmettre une demande d'examen au cas par cas au titre de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. En effet, l'extension de capacité (près de 18 000 l) de la rubrique 2564 dépasse en elle-même le seuil de classement de l'enregistrement (1 500 l). En outre, il est proposé une nouvelle rubrique 4110 (acide fluorhydrique), pouvant relever du régime de l'autorisation.

Lors de l'inspection du 27 juin 2024, il avait été demandé que les données relatives aux volumes et mentions de dangers des bains soient consolidées, ainsi que les classements au titre des rubriques 4XXX selon les volumes

- 1 - des cuves liées aux activités de traitement ;
- 2 - des produits chimiques stockés pour les appoints des bains de traitement (l'exploitant a indiqué notamment le jour de l'inspection qu'une quantité de 374 kg d'acide fluorhydrique telle qu'indiquée dans le PAC n'était pas cohérente avec les quantités effectivement présentes sur site).

Concernant le point 1, les cuves contiennent en diverses proportions les produits dichlorométhane / méthanol / acides nitrique et fluorhydrique. **Les volumes totaux de ces bains sont donc susceptibles d'être classés au titre des rubriques correspondant aux mentions de danger des produits listés, notamment 41xx, 4331 ou 4441.**

Un arrêté préfectoral du 10 octobre 2024 a mis en demeure l'exploitant de transmettre une demande d'examen au cas par cas, conformément aux dispositions de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

L'exploitant a transmis en juin 2025 une note rappelant les activités et projets.

Il est notamment fait mention :

- d'un nouveau four de décapage thermique (les installations précédentes avaient été démantelées en 2022) ;
- des caractéristiques de la ligne de traitement de l'inox (intégrant notamment de l'acide fluorhydrique) ;
- des caractéristiques de la ligne de traitement par bain solvanté ;
- d'un stockage de 74 kg d'acide fluorhydrique en stock (et 300 t dans un bain de décapage) ;
- d'une proposition de classement.

Le jour de l'inspection, l'exploitant signale que le projet de four n'est plus d'actualité. L'IIC rappelle que, les installations précédentes ayant été démantelées en 2022, l'autorisation au titre de la rubrique 2566 est désormais caduque.

L'IIC souligne par ailleurs que le seul stockage de 74 kg d'acide fluorhydrique relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4110 (seuil de la déclaration : 50 kg / seuil de l'autorisation : 250 kg). L'exploitant estime cependant que ce stock est très ponctuel, 1 ou 2 journées, le temps de recharger le bain.

L'IIC rappelle que même un stockage ponctuel nécessite la conformité des installations aux prescriptions de l'arrêté ministériel correspondant. Le jour de l'inspection, il n'a pas été identifié de stockage d'acide fluorhydrique.

L'exploitant confirme ne pas avoir évalué les mentions de danger des mélanges constituant les bains de traitement, ce qui ne permet pas d'établir un classement fiable des activités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments transmis par l'exploitant en juin 2025 sont incomplets et ne constituent pas une demande d'examen au cas par cas réglementaire.

L'exploitant n'ayant pas respecté les termes de la mise en demeure du 10 octobre 2024, mais ayant néanmoins transmis des éléments complémentaires, il est proposée une astreinte administrative (50 € / jour), à compter du 1er septembre 2026.

La demande d'examen au cas par cas s'effectue via le formulaire disponible sous :
<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R15289>

Cette demande devra être conforme aux dispositions de l'article 2 de la mise en demeure précitée :

La demande doit présenter entre autres les volumes et mentions de dangers de chacun des bains de traitement. Il y a lieu de distinguer, afin d'apprécier les classements au titre des rubriques 4XXX, les volumes des cuves liés aux activités de traitement et les volumes des produits chimiques stockés pour les appoints des bains de traitement.

Les cuves contenant en diverses proportions les produits méthanol / acides nitrique et fluorhydrique, les volumes totaux de ces bains sont donc susceptibles d'être classés au titre des rubriques correspondant aux mentions de danger des produits listés, notamment 41xx, 4331 ou 4441. La proposition de classement doit faire l'objet de justifications au regard des fiches de données de sécurité et du guide Inéris "Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement" de décembre 2015.

La demande d'examen au cas par cas explicite également le processus de traitement de ces eaux chargées en dichlorométhane / méthanol / acides.

A noter par ailleurs que le classement par rapport à la rubrique 1978 (alinéa 4 pour le site objet du présent rapport) s'établit au regard de la consommation annuelle de solvants et non à la quantité stockée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : A compter du 01/09/2026